

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article453>



Démocratie, réveille toi, la bourse est devenue folle

- Actualité Evènements-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : lundi 8 août 2011

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

De crise boursière en crise boursière, le temps s'écoule, emportant avec lui les entreprises, les emplois, le pouvoir d'achat, la démocratie. Les agences de notation – qui sont-elles ? de qui tiennent-elles leur pouvoir exorbitant ? – notent avec enthousiasme tous ceux qui accentuent la crise sociale, martyrisent leurs salariés, détruisent leurs services publics, les encourageant à avaler toujours plus des médicaments qui tuent. Dans cette immense braderie, les États – faut-il encore les appeler ainsi ? – ne sont plus que les commis de la bourse. Les citoyens sont sommés de s'incliner devant les nécessités économiques, entendez par là les contraintes imposées par les marchés financiers.

Que s'est-il passé ces derniers jours qui a conduit tant de thuriféraires du système, de la gauche à la droite, à dénoncer la « dictature des marchés » dont ils étaient jusqu'alors de serviles propagandistes ? C'est que, soudain, les piliers mêmes de la société qui en était le géniteur sont attaqués, notamment les Etats-Unis. Du coup, plus personne n'est à l'abri.

L'équation à résoudre est délicate pour les responsables politiques et économiques. Pour l'instant, ils s'affligent en chœur des conséquences tout en continuant de s'accommoder des causes. Il est, en effet, paradoxal de parler d'intervenir après des décennies pendant lesquelles le seul mot d'ordre fut la dérégulation, alors que les gouvernements eux-mêmes se sont dépossédés des moyens de contrôle qu'ils détenaient, leurs représentants estimant – naïfs ou cyniques – que le libre marché trouverait lui-même des équilibres favorables à la prospérité. On sait aujourd'hui qu'il n'en est rien.

Car la politique lancée dans les années 1980-1990 a consisté à rendre la vie publique dépendante de forces lointaines, incontrôlables, à mettre les prédateurs financiers aux commandes de l'humanité. Certes, le capitalisme est fondé sur l'actionnariat, mais c'est tout récemment que les actions sont devenues essentiellement des objets de spéculation plus que des moyens de financement des entreprises. Certains rares économistes dits de droite et certains grands capitaines d'industrie en dénoncent les perversités et, déjà, dans les années 1930, de grands économistes, tel John Maynard Keynes, avaient demandé que des règles strictes encadrent les marchés boursiers pour éviter de tels dérapages.

La spéculation mondialisée rend inopérante toute politique publique. Dans ce contexte, ce qu'on appelle officiellement crise reflète les désarrois ou les aspirations des spéculateurs, jamais les difficultés des citoyens. Or, dans toute vision humaniste, ce sont les citoyens qui doivent être l'objet de l'attention des responsables politiques. Il faut donc enfin inverser la logique infernale. Le contrôle de la spéculation est un objectif indispensable à toute sortie de crise. La classe dirigeante actuelle, trop exigüe et trop liée à la logique financière, ne peut évidemment s'opposer à ces intérêts. Seule une force authentiquement démocratique est susceptible de faire barrage et d'imposer à des marchés devenus fous, des solutions par définition politiques, et c'est sur elle que les classes dirigeantes réformatrices devront s'appuyer.

C'est pourquoi la souveraineté populaire est au cœur de tout projet de transformation. L'élection d'une Assemblée Constituante au suffrage universel est le moyen indispensable de cette rénovation. Faute de quoi, de crise en crise, d'aveuglement en aveuglement, de démission en démission, c'est une sorte de barbarie qui se profile pour l'humanité.